

Brader les prix de l'énergie, fausse bonne idée ?

ÉCONOMIE

Pour éviter de s'appauvrir, l'Europe ne doit en aucun cas brader le prix des carburants à la pompe. Nos pays devraient même augmenter les accises, lance Roland Gillet.

Le discours peut être difficile à entendre, il est pourtant très pragmatique. Afin d'écartier tout risque d'appauvrissement du continent européen et de sa population, nos États doivent éviter de brader les prix de l'énergie, tout particulièrement celui des carburants. Diminuer le prix à la pompe serait, en réalité, un faux cadeau accordé aux Européens. Pire, il contribuerait à affaiblir nos États face à d'autres zones géographiques.

Ces réflexions, Roland Gillet, professeur d'économie financière à la Sorbonne et à l'ULB (Solvay) et expert reconnu au niveau international, les partage avec d'autres collègues à travers le monde.

Selon lui, il est urgent que l'Europe prenne la problématique énergétique à bras-le-corps, même si les solutions envisagées ne sont pas très populaires.

Roland Gillet, vous tirez aujourd'hui la sonnette d'alarme : l'Europe doit revoir sa position en matière énergétique et éviter de brader les prix.

Ce que je constate, c'est que l'Europe est en train d'accumuler de sérieux retards de compétitivité par rapport à d'autres zones géographiques comme les États-Unis en premier lieu et même la Chine. L'Europe et les États-Unis connaissent une inflation exceptionnelle, mais son origine est sensiblement différente. Aux États-Unis, la composante énergétique de l'inflation n'est que de l'ordre de 20 %. L'inflation outre-Atlantique résulte d'un excès de demande face à une offre qui ne parvient pas à suivre.

En Europe, environ 70 % de l'inflation est due aux prix de



Selon le professeur d'économie financière, réduire le prix à la pompe serait un faux cadeau pour les Européens.

l'énergie. Pourquoi ? Parce que notre dépendance aux énergies fossiles est très grande et que nous devons l'acheter, pour l'essentiel, à l'extérieur. La seconde raison est que nous achetons une grande part de cette énergie sur la base de prix en dollars. Et l'affaiblissement significatif de l'euro par rapport au dollar nous pénalise donc encore davantage.

En quoi ces constats sont-ils problématiques ?

L'avantage que les Américains tirent de leur indépendance énergétique et de leur position d'exportateur net est très élevé. Car, que se passe-t-il quand les prix de l'énergie augmentent outre-Atlantique ? Des Américains achètent en dollars de l'énergie certes à un prix plus élevé, mais provenant du sous-sol américain. L'argent des entreprises et des ménages qui a été octroyé ou mis de côté durant la crise du Co-

vid reste donc, et c'est essentiel, aux États-Unis.

On ne peut pas en dire autant de l'Europe.

Non, car nous restons encore ultra-dépendants d'une énergie fossile importée. Lorsque nous achetons cette énergie à des prix élevés, c'est encore davantage d'argent qui sort de nos frontières et n'est donc plus productif dans nos économies européennes.

Autre élément : durant la crise du Covid, le gouvernement américain a été moins « social » que nous – même si je ne dis pas que c'était louable – et n'a pas aidé les entreprises en difficulté. Les sociétés les plus faibles ont par conséquent disparu avec la crise. Par contre, des plans de

« Lorsque nous achetons du carburant, cet argent n'est pas injecté dans nos économies. »

« L'idée est d'encourager la population à délaisser sa voiture dans le cadre d'un usage privé. »

relance très puissants ont permis aux entreprises qui ont survécu de regagner très rapidement une grande compétitivité. Les personnes qui avaient perdu leur emploi ou leur entreprise ont ainsi pu être réintégrées dans le circuit économique. Résultat : chaque jour, les Américains gagnent en surprémie sur le plan de l'indépendance énergétique, et sur le plan de la compétitivité économique par rapport à l'Europe. L'impact d'une probable récession sera dès lors beaucoup moins dommageable aux États-Unis qu'en Europe.

Vous n'y allez pas par quatre chemins : pour rester concurrentiels et ne pas s'appauvrir, les Européens doivent être plus économes en énergie.

En tout cas en matière de mobilité. Ce qu'on observe, c'est que les gens continuent à se déplacer massivement avec leur véhicule à titre privé malgré des prix de l'énergie très élevés. Or, en dépensant davantage leur argent dans les carburants que dans d'autres besoins quotidiens, cela fragilise nos économies. Pour une large part, l'argent économisé ou octroyé durant la période Covid, dont on espérait qu'il allait contribuer à relancer la demande, finit par profiter à d'autres zones géographiques et à nous affaiblir collectivement

Que faut-il faire pour inverser la tendance ?

À court terme, réduire notre consommation d'énergie et spécifiquement dans les carburants. La piste à suivre serait d'augmenter, à minima de maintenir, les accises sur les carburants pour non pas pénaliser, mais encourager

la population à délaisser sa voiture dans le cadre d'un usage privé. Cet argent « conservé » par les citoyens pourrait alors être consommé de manière bien plus profitable pour notre économie.

En outre, ce supplément d'accises devrait être affecté, de manière ciblée, aux particuliers et aux indépendants les plus fragiles qui ont besoin de leur voiture pour des raisons professionnelles.

L'idéal, en suivant votre raisonnement, serait même d'augmenter les accises plutôt que de les stabiliser.

Oui, à partir du moment où le but est de réduire notre consommation de carburant et d'encourager d'autres comportements. En gros, l'idée est d'inciter davantage à la restriction quand on n'a pas vraiment besoin de sa voiture. Mais je le répète, en contrepartie, un geste ciblé doit être fait à l'égard des personnes qui ne peuvent pas se passer de leur véhicule pour des raisons essentiellement professionnelles.

Ce genre de mesure serait difficilement acceptable pour la population. Socialement, ça ne passera pas...

La mise en place d'une telle mesure demande un certain courage et un pragmatisme dans la communication. Afin surtout d'éviter d'aggraver encore la situation critique de nos économies, nous sommes nombre d'experts à penser que la manière la plus rapide et efficace de freiner davantage la consommation de carburants reste encore le niveau élevé des prix. Des mesures d'accompagnement bien calibrées de réorientation des accises prélevées vers l'usage professionnel ou de première nécessité pour les plus démunis doivent permettre de justifier la cohérence de cette action collective au profit de nos économies.